

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° I-CF492

présenté par
Mme Dupont

ARTICLE 36

I. – À ligne 41 de la dernière colonne du tableau de l’alinéa premier, substituer au montant :

« 163 411 333 »

le montant :

« 245 117 000 ».

II. – À ligne 42 de la même colonne du même tableau, substituer au montant :

« 186 666 667 »

le montant :

« 280 000 000 ».

III. – Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« XIV. – Il est opéré en 2026 un prélèvement de 20 millions d’euros sur les fonds de roulement du réseau des chambres de commerce et d’industrie. Ce prélèvement est réparti entre les différents établissements du réseau par CCI France et est reversé au budget général de l’État avant le 31 décembre 2026. Le recouvrement ainsi que le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ce prélèvement sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires. »

« X. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I er du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI) finance le réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). Elle est composée d'une taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (CFE) et d'une taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Le PLF 2026 prévoit une nouvelle diminution de la TCCI de 175 millions d'euros, soit 33 % de perte par rapport au montant annuel perçu par le réseau. Lors des discussions du PLF 2024, le réseau des CCI s'était engagé, auprès du Gouvernement et du Parlement, à contribuer à l'effort économique national via un prélèvement sur fonds de roulement de 100 millions d'euros sur la période 2024 – 2027 décliné comme suit : 40 millions d'euros prélevés en 2024, puis 20 millions d'euros en 2025, 2026 et 2027.

Depuis 2012, les CCI ont été fortement mises à contribution avec une diminution de 60% de la TCCI, soit plus de 800 millions d'euros.

Depuis la loi Pacte et la parution du rapport d'information sur les chambres de commerce et d'industrie présidé par Mme Valérie LACROUTE, avec en rapporteuses, Mmes Stella DUPONT et Valérie OPPELT, les CCI ont engagées des réformes sur plusieurs plans : la gouvernance et la structure du réseau a été modernisée, au travers d'un affermissement de la tutelle de l'État et de la tête de réseau, la carte consulaire a été rationalisée et les moyens ont été mutualisés. Au printemps 2023, l'État et le réseau des CCI ont conclu un nouveau contrat d'objectifs et de performance (COP) pour les cinq années à venir, les conventions d'objectifs et de moyens (COM) en constituent la déclinaison au niveau régional. Les CCI sont donc un maillon essentiel de l'accompagnement des TPE/PME sur les territoires, de notre objectif de plein-emploi, du développement de la formation et de l'apprentissage.

Cet amendement propose de maintenir l'engagement pluriannuel des CCI, acté en PLF2024, c'est à dire maintenir pour 2026 un prélèvement de 20 millions d'euros sur fonds de roulement en contrepartie du maintien du plafond de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie à un montant de 525 millions d'euros.